

# Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet Cuisine centrale d Bègles sur la commune principale de l'AIOT 44 Rue Charles Lamoureux 33130 Bègles.

La référence de votre dossier est A-3-S9AL0C2Y3 et concerne une demande de type "une déclaration initiale"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 22/12/2023 à 11h37 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

## 1 - Type de déclaration

### Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration initiale**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **Je ne connais pas le service instructeur**

### Conditions d'engagement du déclarant

- Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.
- Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>
- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur Service-public.fr

## 2 - Déclarant

## Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET **32282698300106**

Organisme : **CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES AQUITAINE BATIMENT**

Fonction : **Responsable Environnement**

## Personne morale

N° SIRET **21330039500018**

Raison sociale **COMMUNE DE BEGLES**

Forme juridique **Commune et commune nouvelle**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

## Adresse en France

**77 RUE BEGLES**

**33130 BEGLES**

## Signataire

Qualité : **Maire**

## Référent

Fonction : **Directeur Général Adjoint**

### 3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **Cuisine centrale d Bègles**

Description des activités :

**La Ville de Bègles a fait le choix depuis 2002 de maintenir la régie municipale en liaison chaude.**

Les repas sont donc préparés chaque jour par la Cuisine Centrale. Les repas sont destinés à hauteur de 88% aux enfants des 13 écoles publiques de la ville, ainsi qu'aux restaurants du personnel municipal et des personnes âgées.

Sur le site de l'installation, vous exploitez déjà au moins :

Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**

Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**

Une installation classée relevant du régime de déclaration : **NON**

Déclaration distincte à l'occasion d'une demande d'autorisation environnementale : **NON**

## 4 - Localisation

### Localisation de l'installation

Adresse **44 Rue Charles Lamoureux 33130 Bègles**

X : 418478

Y : 6417917

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

## 5 - Activité du site

### Permis de construire

La mise en oeuvre de l'installation nécessite-t-elle un permis de construire ? **OUI**

### Tableau des rubriques des activités

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Régime	Précisions
		Préparation de			

2221	2221-2	produits alimentaires d'origine animale	2 t/j	DC
------	--------	---	-------	----

## 6 - Mode d'exploitation

Modes et conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires, effluents et des émanations de toute nature

Est-il prévu un épandage ? **NON**

### Elimination des déchets et résidus de l'exploitation

Précision sur les types de déchets et résidus issus de l'exploitation et la filière de valorisation ou d'élimination :

**Déchets cartonnage -> Filière de valorisation matière ou énergétique Déchets organiques -> Filière de valorisation organique Déchets séparateur hydrocarbures -> Filière de traitement déchets dangereux**

La collecte des déchets s'effectuera-t-elle par le service public de gestion des déchets ? **NON**

### Disposition en cas de sinistre

Prise d'eau sur le réseau incendie : **OUI**

Précisions sur les moyens de secours et de protection dont dispose le déclarant :

**L'hydrant n°5766 situé a moins de 200m du projet (170m par voie carrossable du point le plus éloigné du bâtiment) et délivrant 60 m<sup>3</sup> /h sous 1 bar est accessible pour lutter contre les incendies. L'établissement sera doté d'extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres minimum à raison d'un appareil pour 300m<sup>2</sup> , accessibles à moins de 15m, soit un minimum de 3 extincteurs. Des extincteurs à CO<sub>2</sub> seront disposés au droit des locaux électriques.**

### Natura 2000

L'installation est-elle soumise à évaluation des incidences Natura 2000 ? **OUI**

### Prescriptions applicables

**Je confirme avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.**

Effectuer une demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation : **NON**

### Clause filet

Cette déclaration initiale DICPE est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ?

**Oui**

L'installation ne peut ni être mise en service, ni exploitée dans les 15 jours suivant la délivrance de la preuve de dépôt de la déclaration initiale (R. 512-48 alinea 2 du code de l'environnement)